



HAL
open science

L'émergence d'une puissance nucléaire : les Français et le Plateau d'Albion dans les années 1960

Paul Bacot

► **To cite this version:**

Paul Bacot. L'émergence d'une puissance nucléaire : les Français et le Plateau d'Albion dans les années 1960. Deschaux-Dutard, Delphine; Lavorel, Sabine. Puissances émergentes et sécurité internationale, une nouvelle donne? Une perspective pluridisciplinaire sur la puissance et l'émergence sur la scène internationale, PIE Peter Lang, pp.131-146, 2016, Géopolitique et résolution des conflits, 9782807601024. <halshs-01546976>

HAL Id: halshs-01546976

<https://shs.hal.science/halshs-01546976v1>

Submitted on 2 Jul 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'émergence d'une puissance nucléaire

Les Français et le Plateau d'Albion dans les années soixante

Paul Bacot

Professeur émérite de science politique, Université de Lyon, Sciences Po Lyon
UMR 5206 Triangle (ENS-Lyon/CNRS)

Il va s'agir dans les pages qui viennent d'une émergence d'un genre un peu particulier, celle de la France comme puissance nucléaire, qui apparaît comme la réémergence de la puissance militaire française dans les années soixante. Notre contribution part de deux hypothèses. La première est que toute émergence d'un pays en tant que puissance emporte des coûts et des sacrifices pour la population. La seconde est que l'émergence n'est jamais définitivement acquise. Dès lors nous semble justifiée une investigation sur la façon dont sont perçus les avantages et les inconvénients d'une politique visant à rétablir la pleine puissance d'une nation à un moment de son histoire où son standing international est menacé.

Amorcées dès la Quatrième République et même dès le Gouvernement provisoire à la Libération, les recherches susceptibles de déboucher sur la construction par la France de ce qu'on appelle d'abord « les armes nouvelles », puis « la bombe atomique », rendent possible, avant même le début de la Cinquième République, la décision du général de Gaulle de doter le pays de ce qu'on va dénommer « force de frappe », outil d'une stratégie de dissuasion nucléaire¹. La première bombe explose au Sahara en janvier 1960.

Va alors se mettre en place une première composante de ladite force de frappe, la composante air-sol, avec les avions bombardiers Mirage IV. Puis deux autres composantes seront mises en route : une composante mer-sol, avec des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, et une composante sol-sol, avec des engins balistiques lancés depuis le territoire national².

C'est de cette composante, programmée comme étant la deuxième, qu'il sera question ici, car c'est elle qui a été la plus spectaculaire par son ampleur, la plus contestée, et la plus étonnante, puisqu'en dehors des Etats-Unis et de l'Union soviétique, la France a été le seul pays à disposer de bases de lancement de fusées à têtes nucléaires.

Nous retracerons ici, évidemment très rapidement, l'histoire de l'installation de ce dispositif particulièrement ambitieux, en nous intéressant tout spécialement aux réactions suscitées par son déploiement. En somme, nous nous demanderons si l'émergence d'un pays comme puissance nucléaire peut induire des réticences voire une hostilité à l'intérieur même de celui-ci, et inversement comment se construisent les soutiens à cette émergence. On s'intéressera aux forces sociales et politiques en présence, ainsi qu'aux discours de ceux qui parlent en leurs noms, à leurs mots et à leurs argumentations.

¹ Voir : Patrice, Delcourt, éd., *Plateau d'Albion. Les sentinelles de la paix*, Paris, Editions du Zéphyr, 1999 ; Serge, Gadal, *Forces Aériennes Stratégiques. Histoire des deux premières composantes de la dissuasion nucléaire française*, Paris, Economica, 2009 ; Marc, Theleri, *Initiation à la force de frappe française. 1945-2010*, Paris, Stock, 1996.

² Une directive du Ministre des Armées Pierre Guillaumat, en date du 4 août 1958, décide la mise à l'étude d'un engin « sol-sol-balistique-stratégique » à charge thermonucléaire.

Pour cela, la source principale de documentation, à ce stade préliminaire de notre recherche, est la collection du quotidien *Le Monde* de 1965 à 1970³, complétée par la littérature consacrée à la force de frappe française, parmi laquelle celle concernant spécifiquement la composante sol-sol est étonnamment réduite⁴, représentée essentiellement par l'ouvrage intitulé *Les Sentinelles de la Paix*⁵.

L'ordre d'exposition sera tout simplement chronologique. Nous verrons d'abord en quoi consiste le projet et les effets, positifs et négatifs, qui en sont anticipés [1]. Puis nous rendrons compte de la structuration d'une opposition à cette entreprise d'implantation d'une base de lancement de missiles stratégiques durant la période de lancement des travaux [2]. Enfin, nous traiterons de l'imposition et de la réalisation effective des installations programmées, moyennant une certaine réduction de leur ampleur [3]. Ainsi, les gigantesques installations du Plateau d'Albion pourront bien symboliser de façon spectaculaire l'émergence de la France comme puissance nucléaire et partant, de sa réémergence comme puissance mondiale.

1. Les coûts sociaux d'une émergence : un projet et ses possibles effets

1.1. De mystérieux « projets de défense nationale »

Nous sommes à l'automne 1965, sur le Plateau d'Albion, ce territoire de Haute-Provence situé entre le Mont Ventoux et le Luberon, principalement dans le département de Vaucluse. L'ambiance y est morose et l'inquiétude est grande dans ce pays de la lavande et de l'agneau. Les hôteliers déplorent les réservations de chambre décommandées durant l'été. Des procédures d'achat de terrain et de construction de maison sont abandonnées. Certaines collectivités locales hésitent à poursuivre les projets qu'elles ont en cours.

Car depuis quelques mois il y a ces personnages, d'abord difficilement identifiables, qui rôdent clandestinement dans la campagne, dotés de pouvoirs exorbitants par des arrêtés préfectoraux les autorisant pour six mois et dans près de vingt communes « à pénétrer dans les propriétés privées, communales ou domaniales, closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation ; à y planter des mâts, jalons, piquets, bornes, repères ; à y franchir les murs et autres clôtures, obstacles qui pourraient entraver les opérations ; à pratiquer dans ces propriétés des sondages, élagages et abattages d'arbres, de haies et de clôtures pour accomplir les levées de plans, tracés, nivellements et autres opérations nécessaires à l'étude des projets de défense nationale »⁶.

On va progressivement apprendre que ce qui est ainsi mystérieusement dénommé « projets de défense nationale » est en réalité un gigantesque programme – le qualificatif de « pharaonique » ne serait sans doute pas injustifié : vingt-sept silos enterrés et leurs équipements annexes permettant le lancement d'autant de fusées à charges nucléaires doivent être disséminés sur le Plateau d'Albion, accompagnés de trois centres souterrains de commandement de quatre hectares chacun et enfouis sous plusieurs centaines de mètres de roche, d'une base militaire de trois cents hectares, d'installations hypersophistiquées de télécommunications et d'un impressionnant réseau terrestre de transmission. On imagine bien

³ Il s'agit de près d'une quarantaine d'articles, dont la plupart sont signés de Jacques Isnard.

⁴ A signaler cependant un roman d'espionnage dans la collection Fleuve Noir, particulièrement bien documenté : Pierre, Nemours, *Le Général au plateau d'Albion*, Paris, Fleuve noir, 1980.

⁵ Patrice, Delcourt, éd., *Plateau d'Albion. Les sentinelles de la paix*, op. cit.

⁶ *Le Monde*, 13 octobre 1965.

que ces installations seront entourées de clôtures peu accueillantes, et que l'ensemble de la région, traversée par un réseau dense de câbles de transmission et par des axes permettant le transport des engins et de leurs charges, fera l'objet d'une surveillance de tous les instants, portée à un niveau sans doute jamais égalé. A pied, à cheval, en voiture ou en hélicoptère, en tenue ou en civil, les militaires veilleront sur ce joyau de l'Armée française⁷.

De fait, c'est bien une entreprise pharaonique qu'a conduit la France sur le plateau d'Albion, quelque chose comme une grande pyramide. Au-delà de l'utilité proprement militaire, ce fut l'occasion d'une extraordinaire mobilisation de moyens scientifiques, techniques, financiers, humains...⁸. Ce qui a été qualifié de « plus grand chantier d'Europe » est sans doute bien le symbole le plus fort non seulement de l'émergence de la puissance nucléaire française, mais plus largement de ce que le récit gaulliste a présenté comme une réémergence de la France comme puissance mondiale.

Mais des paysans vont comprendre qu'un jour peut-être, un tonnerre assourdissant, à quelques centaines de mètres de leur ferme, leur dira qu'un missile stratégique est parti détruire Moscou, Leningrad, Kiev ou Minsk, et que la guerre atomique a commencé. C'est d'abord l'énorme couvercle de béton du silo, conçu pour résister à une attaque nucléaire, qui aura été projeté à plusieurs dizaines de mètres par un dispositif explosif, permettant la mise à feu de la fusée dans les secondes qui suivent. Bien pire encore, ils vont vite se douter qu'un éventuel agresseur sera tenté de neutraliser préventivement les bases du Plateau par des armes du même type, d'une puissance bien supérieure encore à celles qui avaient anéanti des villes entières au Japon, vingt ans plus tôt.

On avait pensé au Massif central, aux Vosges et à la Corse, à la Savoie et à la Basse-Provence – mais ce sera donc la Haute-Provence. Ce n'avait d'abord été qu'une rumeur, depuis le 15 avril 1965 qui avait vu la visite discrète du ministre des Armées Pierre Messmer, visite d'inspection afin, selon les informations officielles, de « reconnaître une zone possible de résistance intérieure prolongée dans le cadre de la défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) »⁹. Puis les contours du projet s'étaient progressivement précisés, et en cet automne 1965, ils sont connus de tous : le Plateau d'Albion va devenir une pièce centrale de la « force de frappe » et de la « dissuasion nucléaire ». C'est la deuxième composante du dispositif nucléaire militaire français en cours de réalisation depuis 1960.

1.2. Mort ou renaissance du Plateau ?

Ressurgit alors l'esprit d'une Résistance pas si lointaine – nous sommes guère plus de vingt ans après la Libération – pour s'opposer à ce projet dont on apprend progressivement la teneur. On pense que ce qui est programmé est rien moins que la mort d'une agriculture déjà bien pauvre, d'un tourisme encore bien modeste et d'une industrie en déclin – l'ocre ne sera bientôt plus que des sites à faire visiter aux vacanciers. L'agneau et la lavande peuvent-ils faire bon ménage avec la dissuasion nucléaire ? Les projets en cours de réorganisation de l'agriculture locale survivront-ils à cette aventure ?

Mais au sud de la zone, à Apt, l'approche est plus optimiste. On s'apprête à y accueillir six cent cinquante familles regroupant trois mille officiers et sous-officiers dans des logements

⁷ Patrice, Delcourt, éd., *Plateau d'Albion. Les sentinelles de la paix*, op. cit.

⁸ Paul, Bacot, « La grande pyramide de la République gaullienne », in *Mélanges en l'honneur de Claude Journès*, à paraître.

⁹ *Le Monde*, 14 avril 1965.

construits sur treize hectares, accompagnés de plusieurs écoles, d'un lycée, d'une piscine chauffée, d'un stade ou encore d'une maison de jeunes. Dans une ville qui compte alors neuf mille habitants, c'est une énorme bouffée d'oxygène. Et comme le maire de la ville appartient au parti gaulliste au pouvoir, la vision des choses est plutôt positive.

Même sur le Plateau, tout n'apparaît pas aussi noir qu'on aurait pu le croire. On commence à savoir que pour la réalisation du projet, de considérables investissements seront nécessaires, en matière de routes (élargies, redessinées, consolidées), d'électrification, d'alimentation en eau, d'assainissement, de télécommunications... Dans une campagne en voie de désertification et pour des villages plus ou moins en ruines, le pari mérite peut-être d'être tenté. Et c'est là le paradoxe : choisie notamment pour sa faible densité de population (à côté de considérations géologiques, climatiques et stratégiques), cette petite région pourrait bien connaître un boom économique et démographique du fait même de l'activité générée, d'abord par des travaux titanesques, ensuite par le fonctionnement des infrastructures construites.

Entre 1966 et 1968, trois milles personnes vont s'installer sur le plateau d'Albion. Et puis au moins quatre cents hectares doivent être acquis par l'Armée pour mettre en place l'ensemble du dispositif, et cela peut être intéressant pour certains, qu'il s'agisse de vente ou d'expropriation. Et pense-t-on déjà que parmi ces jeunes hommes accueillis, tous ne seront pas mariés – de quoi élargir sensiblement les perspectives matrimoniales pour les jeunes filles du Plateau et rajeunir une population plus que vieillissante ?

2. L'opposition à une émergence : la construction locale d'une coalition d'opposition

Réunis en Avignon¹⁰ à la fin du mois d'octobre, plusieurs organisations décident de tenir le dimanche 14 novembre, à Sault (Vaucluse), au coin nord-occidental de la zone concernée, un « grand rassemblement national de protestation contre l'installation d'une base de lancement de fusées stratégiques en Haute-Provence ». Sans grande surprise, on trouve parmi les signataires le Mouvement de la paix, la CGT¹¹, le Parti communiste français, mais aussi le Parti radical, le PSU¹², la Fédération des œuvres laïques, le Syndicat des instituteurs, le Syndicat national de l'enseignement technique, l'Action civique non violente – et la seule section d'Avignon du Parti socialiste SFIO¹³¹⁴. De leurs côtés, les propriétaires ou exploitants agricoles de Saint-Christol et de Saint-Trinit, menacés par le projet d'aménagement de la base principale sur leur territoire, forment un Syndicat de défense des expropriés. Une Association pour la sauvegarde de la région est créée : le Comité de défense de la Haute-Provence.

On notera que la dénomination retenue pour localiser le projet militaire dénoncé n'est pas « Plateau d'Albion », mais « Haute-Provence ». Ce choix n'est sans doute pas neutre. La seconde formulation est très connue et connotée fort positivement. La première, au contraire, est peu connue et a des allures d'appellation à l'usage des seuls géographes. On comprend donc que les instigateurs du projet se soient bien gardés de suggérer que la Provence serait atteinte par des installations militaires nucléaires, et inversement que ses adversaires mettent

¹⁰ *Le Monde*, 26 octobre 1965.

¹¹ Confédération générale du travail, proche du Parti communiste, comme le Mouvement de la Paix.

¹² Parti socialiste unifié, constitué notamment à partir d'une scission du Parti socialiste SFIO.

¹³ Section française de l'Internationale ouvrière

¹⁴ *Le Monde*, 16 novembre 1965.

en avant l'image riante de la Provence pour repousser une telle perspective. On sait que la toponymie peut être l'enjeu de luttes politiques¹⁵.

L'humour est mobilisé. Ne suggère-t-on pas que c'est le soleil de la Provence qui a attiré les militaires qui pensaient à leurs femmes et à leurs enfants ? La poésie l'est aussi. René Char, qui vit dans la région provençale, écrit le texte d'un tract – un poème intitulé « La Provence, Point oméga », destiné à être diffusé lors du grand rassemblement¹⁶.

[...] La prière des Aptésiens s'élèverait demain d'un silo à fusées !

[...] Truffes du Ventoux, vignes de partout, champignons sauvages, pommes d'aujourd'hui, primeurs accourcies, pêches de Provence, blessé à mort serait le sol qui vous produit.

La science est également convoquée, comme témoin à charge : la réunion est présidée par le docteur Thiébbaut, et le professeur Jacques Roux, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, intervient.

La religion est aussi appelée en renfort : le révérend père Lelong, dominicain, affirme qu'« il faut considérer quiconque prépare la guerre comme un ennemi de la paix, et [qu'il faut] lutter contre lui ».

Et bien sûr, les politiques ne sont pas loin. Au milieu de nombreux parlementaires, Jules Moch, ancien ministre socialiste de l'Intérieur et président du Comité national contre la force de frappe, affirme qu'une bombe thermonucléaire destinée à détruire le site militaire projeté provoquerait une destruction totale dans un rayon de quinze à vingt kilomètres autour de Sault, avant de conclure : « Si de Gaulle est battu, c'est la fin de la force de frappe ! ». Car quelques semaines plus tard, se déroulera la première élection au suffrage universel direct du président de la République. Et le général est candidat à sa propre succession.

2.1. Début des travaux et nationalisation de la protestation

Pourtant les protestations resteront vaines. Comme on veut que la base soit opérationnelle dès 1969, il n'y a pas une minute à perdre. Les premières acquisitions de terrains interviennent dès le printemps et les premiers travaux vont commencer dès l'été 1966¹⁷. Du coup, les retombées positives pour l'ensemble de la population ne tarderont pas, que ce soit en matière de communications, d'électrification, d'adduction d'eau ou de téléphone (il faut savoir qu'à l'époque, demander une ligne téléphonique en ville relevait du parcours du combattant – alors, au fin fond d'une « région perdue »...). Et puis, il y aura très vite deux à trois mille militaires et civils qui vont dynamiser l'économie locale.

Mais tout cela reste bien flou pour les habitants du secteur, l'Armée refusant toute information précise et systématique, pour des raisons tant de secret militaire que de crainte de la spéculation foncière. Et la peur de l'accident nucléaire, sinon de la guerre elle-même, subsiste, tout comme l'inquiétude pour l'avenir du tourisme et pour celui des projets de coopération et de remembrement rural. De fait, la protestation ne faiblit pas.

¹⁵ Voir notamment sur cette thématique : Henri, Boyer, Marie-Anne, Paveau, eds., *Toponymes. Instruments et enjeux, Mots. Les langages du politique*, 86, 2008 ; Hervé, Guillorel, éd., *Toponymie et politique. Les marqueurs linguistiques du territoire*, Bruxelles, Bruylant, 2009.

¹⁶ *Le Monde*, 12 et 16 novembre 1965.

¹⁷ *Le Monde*, 1^{er} mars 1966.

En mai 1966, près de deux cent cinquante personnalités signent une déclaration nationale : artistes, universitaires, auteurs, politiques... Toujours sont mis en avant le danger nucléaire et le saccage d' « un des plus beaux sites de France ». La liste des noms va bien au-delà d'une traditionnelle pétition à l'initiative des communistes : Raymond Aron, Henri Bosco, Jacques de Bourbon-Busset, Antoine Chastenet, René Clair, Jean-Marie Domenach, Max-Pol Fouchet, Robert Gallimard, Henri Laugier, Jean Paulhan, Emile Roche, Jean Rostand notamment, sont cités par *Le Monde*¹⁸.

Le dimanche 6 juin 1966, une grande manifestation est organisée à la Fontaine-de-Vaucluse¹⁹. Plusieurs milliers de personnes ont écouté les interventions des professeurs Pasteur Vallery-Radot et Georges Blin, respectivement membre de l'Académie française et du Collège de France, du poète René Char, du pasteur Jean Lasserre, de Claude Bourdet et Hélène Langevin-Joliot : là encore, les légitimités scientifiques, artistiques, littéraires, religieuses et politiques sont mobilisées, sans oublier quelques noms évocateurs et emblématiques. Jacques Madaule, président du Comité national des écrivains, a envoyé un message dénonçant « l'absurdité d'une politique nucléaire dont nous n'avons pas les moyens ». C'est la reprise d'une argumentation classique, celle du bon usage de ressources limitées, sur le modèle d'un slogan souvent repris à cette époque : « Des sous pour l'école, pas pour les monopoles ».

On parle de « base gaulliste », de « triangle de la mort », de « village de la peur » et de « village des fusées atomiques »²⁰.

Mais l'hiver passera sans que les travaux soient en quoi que ce soit interrompus. Et vient le temps des élections législatives de mars 1967. *Le Monde* recense les circonscriptions que la majorité gaulliste pourrait perdre ou conquérir²¹.

2.2. Bataille parlementaire et bataille scientifique

Les débats parlementaires permettent de relancer la question en juin 1967, dans une assemblée à la majorité numériquement très fragile. Ainsi, le député socialiste FGDS²²-SFIO des Basses-Alpes, Claude Delorme, faute de pouvoir arrêter l'exécution du projet, demande que soient effectués d'urgence les travaux nécessaires à la protection de la population. Le Ministre des Armées Pierre Messmer répond que la base n'est pas encore opérationnelle, mais qu'un système de protection civile sera mis en place²³ :

« Une première unité du corps de défense a été constituée le mois dernier. On envisage d'en constituer une deuxième. En attendant, des éléments de la première, spécialisés dans la lutte contre les incendies de forêts, y seront envoyés. Par la suite, une partie de la deuxième restera à demeure sur le plateau d'Albion. D'autre part un contrôle de la radioactivité fonctionnera avant la fin de l'année dans les Basses-Alpes, comme il en existe déjà dans le Vaucluse, le Gard et les Bouches-du-Rhône ».

En août 1967, le ministre déclare que les vingt-sept missiles S.S.B.S. (sol-sol-balistique-stratégique) seront opérationnels en 1969, avec des têtes nucléaires d'une puissance quatre

¹⁸ *Le Monde*, 21 mai 1966.

¹⁹ *Le Monde*, 7 juin 1966.

²⁰ Patrice, Delcourt, éd., *Plateau d'Albion. Les sentinelles de la paix*, op. cit.

²¹ *Le Monde*, 28 février 1967.

²² Fédération de la Gauche démocrate et socialiste.

²³ *Le Monde*, 16 juin 1967.

fois supérieure à celles portées par les soixante-deux Mirage IV en service, soit 240 kilotonnes. *Le Monde* doute qu'il sera possible de tenir les délais : la campagne d'essais des futurs missiles dans les Landes, près de Biscarosse, a pris du retard. Il s'agit de bombes thermonucléaires, couramment appelées « bombes H » – en fait, des bombes dites « dopées ». La première explosion d'une bombe H française de 500 kilotonnes est prévue pour 1968 dans le Pacifique, grâce à la production d'uranium 235 enrichi, commencée au printemps 1967 à l'usine de Pierrelatte, dans la vallée du Rhône.

Le débat sur le budget de la défense nationale intervient en octobre 1967 à l'Assemblée nationale²⁴. C'est l'occasion pour Pierre Messmer d'affirmer de nouveau la priorité accordée aux armes nucléaires et de résumer l'ampleur du chantier mené à marche forcée, dans ses différentes composantes :

« Aujourd'hui, la force aérienne stratégique, constituée par des bombardiers supersoniques porteurs de bombes atomiques, est entièrement opérationnelle. En alerte permanente, elle représente une puissance de feu très supérieure à celle dont nos armées n'ont jamais disposé dans le passé. Le système S.S.B.S. (sol-sol balistique stratégique) est en bonne voie : la tête nucléaire et la fusée porteuse ont été essayées avec succès, l'une en 1966 au Pacifique, l'autre en 1967 dans les Landes. L'infrastructure est en construction sur le plateau d'Albion, et tout permet de penser que la première unité sera opérationnelle en 1970 ».

On note que le ministre recule d'une année la perspective de la mise en service. Le débat va tourner autour de quelques questions. Quel est le coût et en a-t-on les moyens ? Dit-on la vérité sur le coût ? Est-ce efficace ? N'est-ce pas plus dangereux que bénéfique ? Ne vaudrait-il pas mieux choisir l'option européenne ou atlantique ? Quelles sont les retombées économiques de ce programme ? Ne sacrifie-t-on pas les armements classiques à la force nucléaire ?

Pierre Messmer convoque les chiffres pour convaincre de la parfaite faisabilité de la force nucléaire française, et va surtout développer un argument fondamental, celui des retombées indirectes de cette entreprise :

« Ainsi sont vérifiées nos prévisions, selon lesquelles l'armement stratégique ne consommera pas plus de la moitié des crédits d'armement. [...] Nous dépensons pour la recherche une masse de crédits militaires qui se situe autour de 4 milliards [de francs] par an et qui représente près de la moitié de tous les crédits d'Etat destinés à la recherche. Précieux appoint pour de nombreux laboratoires universitaires et industriels, ils permettent d'employer plus de chercheurs et de mettre à leur disposition plus de moyens. Tout en s'exerçant en priorité au profit de nos armements, notre effort de recherche a dès maintenant, dans des domaines comme ceux des lasers, des piles à combustibles, de l'électronique, de l'aérodynamique, des applications civiles très importantes. Si l'industrie aérospatiale et l'électronique ont enregistré les succès qu'on connaît, c'est parce que, grâce aux crédits militaires, elles reçoivent près de la moitié des crédits de recherche appliquée provenant des fonds publics. Cette impulsion est favorisée par le fait que les armées, en donnant à leurs cadres une formation scientifique et technique de plus en plus forte, préparent plus d'ingénieurs et de spécialistes qu'elles n'en retiennent pour leurs besoins. [...] Ce n'est pas un hasard si

²⁴ *Le Monde*, 26 octobre 1967.

les pays qui ont les armées les plus modernes ont aussi les chercheurs les plus nombreux et les industries les plus dynamiques. Dans le monde scientifique et industriel où nous vivons, et quel que soit le régime politique, les fabrications d'armements sont un des moteurs du progrès technique ».

2.3. Unité et diversité des oppositions parlementaires

Cela n'empêche évidemment pas les communistes de faire le procès d'une politique qui, selon eux, favorise la dissémination des armes nucléaires et encourage l'Allemagne fédérale à réclamer la disposition de la bombe, elle dont les prétentions territoriales risquent de provoquer une guerre où les Français seraient entraînés et où leur force de frappe ne ferait qu'attirer sur eux des fusées à tête thermonucléaire. À cette politique, l'orateur oppose celle que ferait « un gouvernement démocratique » : celui-ci renonçant à l'arme nucléaire, donnerait aux initiatives qu'il prendrait en matière de désarmement une force irrésistible. Les communistes annoncent donc qu'ils voteront contre le budget des armées.

Les républicains indépendants (le parti du futur président Giscard d'Estaing) ont, pour la plupart, approuvé les lois de programme. Mais ils ne sont « pas d'accord pour que l'arme nucléaire se développe au détriment des autres armes et de leur personnel ».

Les centristes du groupe Progrès et Démocratie moderne se trouvent « en désaccord persistant » avec le gouvernement quant à la conception de la défense d'un pays qui, à leurs yeux, n'a pas les moyens de construire seul une force moderne. Un centriste préconise un programme où, notamment, la part faite à la force nucléaire stratégique serait diminuée au bénéfice de la force atomique tactique. Un député apparenté au groupe, Frédéric-Dupont, déplore la réduction des crédits consacrés aux forces conventionnelles et propose de faire l'économie de la deuxième génération de la force nucléaire stratégique, c'est-à-dire des missiles S.S.B.S., justement. Son amendement sur le renoncement aux installations du Plateau d'Albion est écarté de justesse par 242 voix contre 239. On a vite oublié à quel point l'aventure a bien failli prendre fin deux ans après son lancement. Il s'en était d'ailleurs fallu de peu que les élections législatives du printemps 1967 ne privent le général de Gaulle de majorité parlementaire.

2.4. Le Quartier latin et le Plateau d'Albion

Mai 68 ne s'est guère préoccupé du Plateau d'Albion. L'arrêt des installations nucléaires en Provence n'a manifestement pas été au cœur des revendications estudiantines ou ouvrières. D'ailleurs, alors que la France est en révolution, la réalisation du grand rêve gaullien avance à grand pas. Début juillet 1968, on apprend que deux missiles balistiques à longue portée ont été tirés depuis le centre d'essai des Landes²⁵. Le premier est un missile mer-sol, mais le second est un missile sol-sol, lancé depuis un silo expérimental enterré. Dans sa configuration définitive, le S.S.B.S. (missile sol-sol balistique stratégique) aura deux propulseurs de 16 et 10 tonnes de propergol solide. La portée prévue du S.S.B.S. est de l'ordre de 2 500 kilomètres. Quant à la précision du tir, l'écart circulaire probable du corps de rentrée serait de l'ordre du millième de la portée. À côté des deux silos expérimentaux des Landes, on vient de construire le silo-prototype qui préfigure ceux du plateau d'Albion.

²⁵ *Le Monde*, 6 juillet 1968.

Tandis que la préparation des missiles se poursuit au bord de l'Atlantique, celle des bombes s'accélère dans le Pacifique, en vue notamment d'équiper les neuf premiers silos du Plateau d'Albion et leurs missiles sol-sol balistiques stratégiques, avec pour chacun une charge de 150 kilotonnes. Deux autres escadrons de neuf missiles devraient suivre.

Mais indirectement, du fait des mesures prises suite à ce qu'on a appelé les Accords de Grenelle, le mouvement aura des conséquences budgétaires importantes pour l'armée²⁶. Les salaires et les soldes ont connu une progression qui équivaut à l'achat de seize bombardiers Mirage-IV, et les prix industriels ont considérablement augmenté. Comme les frais de fonctionnement hors masse salariale sont plus ou moins incompressibles, c'est du côté des investissements qu'il va falloir se tourner. Le ministre de l'économie, Michel Debré, le laisse entendre à la radio dès la fin juin. Sans remettre en cause les grands choix stratégiques, un ajustement drastique s'impose : l'armée qui, pour beaucoup, vient de sauver le régime, va faire les frais des grèves du printemps.

D'autant qu'il apparaît dorénavant que le coût du développement de la force de dissuasion nucléaire a été sous-estimé, volontairement ou non. Des investissements en matière d'armement conventionnel vont donc devoir être reportés, mais les équipements liés à la force de frappe doivent aussi être revus à la baisse.

On commence par reporter les projets de remplacements des Mirage IV. On reporte *sine die* le projet de missile intercontinental en vue d'une stratégie dite « tous azimuts » voulue par le général Ailleret. Et l'on se demande si l'on peut bien toujours développer les trois composantes stratégiques – air-sol, sol-sol, mer-sol – de la force nucléaire. Les missiles du Plateau d'Albion, dont la mise en service a pris du retard et est à présent programmée pour 1971, vont-ils survivre à Mai 68 ? Pierre Messmer l'assure²⁷ :

« L'année 1968 a donc été décisive pour notre armement nucléaire [...] Les difficultés que nous avons rencontrées seront traduites par un retard qui ne dépassera pas six mois pour les deux programmes ».

De fait, les crédits seront votés en novembre 1968 pour l'année 1969, sans que le Plateau d'Albion soit en quoi que ce soit menacé. Mais très vite, il va falloir déchanter. L'Armée doit reporter de plusieurs années un certain nombre de projets. Et la force de frappe n'échappe pas à la règle générale. Un article du *Monde*, en janvier 1969²⁸, indique que le retard concernant les missiles enfouis en silos sera supérieur à trois ans, alors que Pierre Messmer avait annoncé en 1965 que le dispositif serait en service dès 1969, mais les problèmes techniques et financiers ont produit un gros retard et un large dépassement des crédits alloués. Les essais de missiles sol-sol balistiques stratégiques à deux étages actifs viennent seulement de commencer en janvier 1969 et se poursuivront durant toute l'année. La mise en service en Haute-Provence d'un premier escadron de neuf engins à portée moyenne n'est donc pas un fait acquis début 1969. Les deux escadrons suivants (au total vingt-sept missiles enterrés) devraient être déployés après 1972.

Mais certains experts affirment que la France n'a pas les moyens de suivre les progrès techniques accomplis par les autres puissances nucléaires. L'inquiétude des chefs militaires est donc grande. Le retard pris par la France leur paraît irréparable à bien des égards. Un

²⁶ *Le Monde*, 17 juin 1968.

²⁷ *Le Monde*, 1^{er} novembre 1968.

²⁸ *Le Monde*, 4 janvier 1969.

accroissement notable du budget militaire est exclu dans la conjoncture du moment. L'idée d'un renoncement à la force de frappe purement nationale fait son chemin chez certains, soit au profit d'une intégration au dispositif de l'O.T.A.N., soit dans le cadre d'une Europe de la défense.

3. L'émergence imposée : encore plus de fusées pour le Plateau d'Albion ?

Début février 1969, Pierre Messmer, toujours ministre des Armées, visite les installations militaires du plateau d'Albion. Avant de regagner Paris, le ministre déclare au cours d'une conférence de presse que la base sera opérationnelle vers 1970 et que le général de Gaulle viendrait probablement l'inspecter quand elle serait complètement terminée. Il précise également qu'aucune autre base ne sera créée en France, celle du plateau d'Albion étant « largement suffisante pour le pays »²⁹.

Le ministre des Armées laisse également entendre qu'au cas où le gouvernement déciderait de construire des missiles à longue portée (de 8 000 à 10 000 kilomètres), dans le cadre de la stratégie « tous azimuts », ces engins seraient enterrés dans le plateau d'Albion aux côtés des S.S.B.S. de portée intermédiaire. Cette éventuelle concentration ne manque pas de poser différents problèmes, et n'est pas faite pour calmer les colères locales.

Mais en fait, la stratégie « tous azimuts » a déjà du plomb dans l'aile, pour des raisons tant techniques que politiques et financières³⁰. Le remplacement du général Ailleret, disparu dans un accident d'avion, par le général Fourquet comme chef d'état-major des armées, conduira à l'abandon pur et simple de cette stratégie. On n'en fera donc pas plus que prévu en Haute-Provence.

3.1. L'émergence continue

En avril 1969, le ministère des Armées annonce qu'un engin sol-sol balistique stratégique (S.S.B.S.) à deux étages de propulsion, du type S-02, a été tiré à partir d'un silo du centre d'essais des Landes, sans charge nucléaire, en direction des Açores³¹. L'engin a atteint la cible prévue distante de plus de 2 500 kilomètres de la côte française. Trois ans après les premiers essais, le missile devant équiper le dispositif du Plateau d'Albion est donc prêt. Mais un changement politique considérable va intervenir. Suite à la victoire du « non » au référendum qu'il a initié, le général de Gaulle quitte le pouvoir ce même mois d'avril 1969. Il n'inaugurera donc pas le Plateau d'Albion. Il ne s'y est jamais rendu, et ne s'y rendra jamais.

Georges Pompidou est le nouveau président de la République, et Jacques Chaban-Delmas est le nouveau premier ministre. Michel Debré devient quant à lui ministre d'Etat en charge de la Défense nationale (on ne parlera plus de « ministère des Armées »), succédant à Pierre Messmer qui l'était depuis plus de neuf ans – record de longévité à ce poste depuis un siècle. C'est donc Michel Debré qui devra décider si la France sera dotée d'une panoplie nucléaire diversifiée, composée de plusieurs systèmes d'armes complémentaires et parfois concurrents, au risque d'accumuler les dépassements budgétaires, et les retards techniques, ou s'il faut se résigner à ralentir – voire à abandonner – la construction de certains armements considérés comme hors de notre portée sur les plans financier et industriel. L'armée de l'air a souligné l'insuffisance de ses escadrilles d'intercepteurs et défend le système d'armes nucléaires

²⁹ *Le Monde*, 6 février 1969.

³⁰ *Le Monde*, 25 décembre 1969.

³¹ *Le Monde*, 25 avril 1969.

S.S.B.S. enfouies dans le plateau d'Albion. Le nucléaire tactique, les trois composantes de la force de dissuasion et l'armement conventionnel sont en concurrence, et la question des coopérations européennes ou atlantiques est reposée. Tout – ou presque – est donc ouvert à cette date.

Pourtant, une nouvelle étape est franchie dans l'émergence de la France comme puissance nucléaire. *Le Monde* révèle début juillet 1969 que le gouvernement a construit « en un lieu secret » un second P.C. des forces aériennes stratégiques – un nouveau poste de commandement destiné à remplacer la base souterraine de Taverny (Val-d'Oise) en cas de défaillance ou de destruction, afin d'assurer la permanence du commandement stratégique³². Cette nouvelle base, mieux protégée d'une attaque nucléaire ennemie que la précédente, est reliée au gouvernement et aux escadres de bombardement par un réseau très complet de transmissions : principalement des liaisons sol-sol, qui se font par fil, radio ou câbles hertziens, et des liaisons sol-air à très hautes et ultra-hautes fréquences (V.H.F. et U.H.F.). On apprendra plus tard qu'il s'agit de la base aérienne du Mont-Verdun, près de Lyon³³. Les travaux seront terminés en juillet 1971. D'ici, on pourra communiquer les ordres de tir aux escadres de bombardement nucléaire, dont les missiles stratégiques de Haute-Provence. Le chef de l'Etat est relié à Taverny puis au Mont Verdun par téléphone, télévision et fac-similé. Le fac-similé permet la reproduction à distance d'un manuscrit ou d'une signature authentifiant l'ordre. C'est ce qui se fait de mieux à l'époque.

3.2 La réduction des ambitions

Il va cependant bientôt falloir réduire la voilure d'un projet qui dépasse manifestement les moyens de la France. En novembre 1969, le gouvernement décide de reporter à 1971 le lancement d'un quatrième sous-marin stratégique³⁴, et surtout, de réduire le nombre des escadrons de missiles sol-sol balistiques stratégiques installés sur le Plateau d'Albion de trois à deux : ce ne sont donc pas vingt-sept, mais seulement dix-huit silos qui seront mis en service. Plus que dix-huit zones de lancement, et donc plus que deux postes de commandement de tir : Rustrel et Reilhanette. La partie la plus orientale du projet, dans les Basses-Alpes autour de Banon, est abandonnée, alors que des travaux de terrassement ont déjà commencé.

Le 19 avril 1970, le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale, Michel Debré, vient à Saint-Christol pour confirmer la réduction de vingt-sept à dix-huit du nombre de missiles enterrés dans le plateau d'Albion, devant des journalistes conviés à visiter la base aérienne 200³⁵. Mais il précise qu'il s'agit bien toujours de « construire une armée moderne sur les bases jetées par le général de Gaulle » en une dizaine d'années, comme il l'avait dit la veille à Gap. Et d'ajouter : « L'œuvre entreprise sur le plateau d'Albion traduit un effort national sans précédent et elle mérite toute notre admiration ».

La France va posséder deux groupements de missiles sol-sol balistiques stratégiques pouvant transporter une bombe de 150 kilotonnes (soit sept fois et demi Hiroshima) à près de 3 000 kilomètres de distance et avec une précision sur l'objectif de l'ordre du kilomètre. Chaque

³² *Le Monde*, 27 juillet 1969.

³³ *Le Monde* du 5 octobre 1970 parle de « Montverdun (Loire) » à propos d'une installation dont l'achèvement des travaux avait été annoncé plus de deux mois avant : le secret entourant ce second poste de commandement des forces aériennes stratégiques semble avoir été bien réel...

³⁴ *Le Monde*, 7 novembre 1969.

³⁵ *Le Monde*, 21 avril 1970.

groupement de neuf missiles est commandé par un poste de conduite de tir (à Rustrel, dans le Vaucluse, et à Reilhanette, dans la Drôme), enfoui à 400 mètres de profondeur, à l'intérieur duquel deux officiers veilleront par roulement de vingt-quatre heures, recevant directement l'ordre de tir sur des cibles désignées d'avance. Ces silos de 24 mètres de profondeur enferment chacun un missile à deux étages de 16 et 10 tonnes de propergol solide, pouvant s'élancer une minute après la réception de l'ordre de tir. Les silos sont construits pour résister à l'explosion d'une bombe adverse d'une puissance de 1 mégatonne tombant à plus de 500 mètres du silo.

D'autres stratégies de défense auront été proposées, d'autres choix financiers auront été défendus, d'autres options techniques auront été suggérées, portées par des oppositions à géométrie variable, localement et nationalement. Ni l'Assemblée issue des élections de 1967, ni le mouvement populaire de l'année suivante, ni le désaveu et le départ du général de Gaulle en 1969 n'auront arrêté le processus.

Conclusion

Le Plateau d'Albion fonctionnera durant un quart de siècle. Le jeudi 16 septembre 1996, la veille de ces « sentinelles de la paix » cessera, suite à la décision du président Chirac annoncée le 22 février. Le dispositif apparaît alors comme non indispensable dans la nouvelle conjoncture internationale, et insusceptible d'évoluer selon les progrès techniques en la matière, faute de moyens financiers.

Et sur place, ce sont parfois ceux qui s'étaient opposés à la construction de la base qui vont s'inquiéter de son démantèlement... L'utilisation des différents espaces libérés sera multiple et variée³⁶. L'un des deux postes de commandement de tir, celui de Rustrel, héberge à présent un laboratoire sous-terrain à bas bruit (L.S.S.B.). L'une des dix-huit zones de lancement est devenue un observatoire astronomique (SIRENE). Une autre a été transformée en restaurant (le Bistrot de Lagarde). D'autres encore sont devenues des centrales solaires photovoltaïques, ou encore une déchetterie... On ne proteste plus contre les installations du Plateau, mais aucun système de balisage n'indique sur place à quoi servait naguère ces espaces qui pourtant, portent encore les marques d'un usage très particulier.

BIBLIOGRAPHIE

Paul, Bacot, « La grande pyramide de la République gaullienne », in *Mélanges en l'honneur de Claude Journès*, à paraître.

Jean-Paul, Bonnefoy, « La 'force de frappe'. Albion et Ventoux (1965-1996) », in Guy, Barraol, éd., *Le mont Ventoux. Encyclopédie d'une montagne provençale*, Forcalquier, Alpes de lumière, 2007, 226-228.

Patrice, Delcourt, éd., *Plateau d'Albion. Les sentinelles de la paix*, Paris, Editions du Zéphyr, 1999.

³⁶ Mélaïne, Favre, *Projet de labellisation au Patrimoine du XXe siècle des anciennes installations militaires du plateau d'Albion*, Mémoire de M2, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 2013 ; Guy, Pairoux, « Le L.S.B.B. de Rustrel, un outil du troisième millénaire », *Les Carnets du Ventoux*, 69, 2010, 78-83.

Marcel, Duval, Dominique, Mongin, *Histoire des forces nucléaires françaises depuis 1945*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

Mélaïne, Favre, *Projet de labellisation au Patrimoine du XXe siècle des anciennes installations militaires du plateau d'Albion*, Mémoire de M2, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 2013.

Serge, Gadal, *Forces Aériennes Stratégiques. Histoire des deux premières composantes de la dissuasion nucléaire française*, Paris, Economica, 2009.

Pierre, George, « Stratégie et peuplement. Essai sur les effets démographiques des installations militaires du plateau d'Albion », *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, 125/1, 1985, 135-139.

Jean-François, Grevet, « L'armement au début de la Cinquième République », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 70/1, 2001, 140-142 [Compte-rendu de colloque].

Institut Charles de Gaulle, *L'Aventure de la Bombe. De Gaulle et la dissuasion nucléaire (1958-1969)*, Paris, Plon, 1985.

Pierre, Nemours, *Le Général au plateau d'Albion*, Paris, Fleuve noir, 1980 [Fiction].

Guy, Pairoux, « Le LSBB de Rustrel, un outil du troisième millénaire », *Les Carnets du Ventoux*, 69, 2010, 78-83.

Marc, Theleri, *Initiation à la force de frappe française. 1945-2010*, Paris, Stock, 1996.

Maurice, Vaïsse, éd., *Armement et V^e République. Fin des années 1950 - Fin des années 1960*, Paris, CNRS Editions, 2002.

Philippe, Wodka-Gallien, *Dictionnaire de la dissuasion*, Rennes, Marines Editions, 2011.

Sites Internet

Base aérienne 200 Apt-Saint-Christol (Wikipedia)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Base_a%C3%A9rienne_200_Apt-Saint-Christol

Consulté le 16 janvier 2016

« Le système sol-sol balistique stratégique (S.S.B.S.) du plateau d'Albion », 2015, *Patrimoine(s) en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, 2015, 29, novembre

http://www.infos-patrimoinespaca.org/index.php?menu=9&num_article=75&mp=20&cptcom=0&dos=8

Consulté le 16 janvier 2016

Plateau d'Albion (Wikipedia)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Plateau_d%27Albion

Consulté le 16 janvier 2016

Les missiles du Plateau d'Albion (site personnel)

http://www.capcomespace.net/dossiers/espace_europeen/albion/index.htm

Consulté le 16 janvier 2016

SIGLES

D.O.T	Défense opérationnelle du territoire
S.S.B.S.	Sol-sol-balistique-stratégique
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique nord